



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Le 6 décembre 2017

Les dépenses liées à la publicité gouvernementale sont à leur plus haut niveau en 10 ans, d'après la vérificatrice générale

(TORONTO) En 2016-2017, le gouvernement a dépensé plus de 58 millions de dollars pour des annonces publicitaires, dont 30 % semblaient avoir pour but de donner bonne figure au gouvernement. C'est ce qu'affirme la vérificatrice générale Bonnie Lysyk dans son *Rapport annuel 2017*, déposé à l'Assemblée législative aujourd'hui.

« Ces 58 millions de dollars représentent les dépenses publicitaires les plus élevées du gouvernement depuis l'exercice 2006-2007, a déclaré M^{me} Lysyk après le dépôt de son rapport. Ce montant a payé pour des millions d'annonces que nous n'aurions pas approuvées en vertu de l'ancienne *Loi sur la publicité gouvernementale*. »

La *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, qui est entrée en vigueur à la fin de 2005, donnait pour mandat au vérificateur général d'examiner la plupart des annonces publicitaires gouvernementales avant leur diffusion pour éviter que des fonds soient dépensés dans le but de procurer un avantage partisan au gouvernement. Seules les annonces approuvées pouvaient être diffusées, imprimées ou affichées sur des panneaux.

Cependant, la Loi a été modifiée en 2015 pour éliminer le pouvoir du vérificateur général de déterminer ce qui constitue un message partisan. Le gouvernement a plutôt choisi d'adopter une définition étroite du terme « partisan » qui garantit l'approbation de presque toutes les annonces proposées.

Dans son rapport, M^{me} Lysyk a relevé plusieurs exemples de publicités qui n'auraient pas été approuvées avant l'an dernier, mais que son Bureau a été forcé de déclarer en conformité avec la Loi modifiée. Mentionnons notamment :

- Une campagne radiophonique de 330 000 \$ visant à promouvoir le budget de 2017 qui fait référence à quatre collectivités de l'Ontario, toutes situées dans des circonscriptions représentées par des députés de l'opposition. Étant donné que la campagne a été diffusée un an à peine avant les prochaines élections fédérales, prévues pour juin 2018, ces annonces pouvaient donner l'impression que les collectivités en question étaient expressément visées par ces publicités présentant le gouvernement sous un jour favorable.
- En outre, le ministère de l'Énergie a dépensé un peu plus de 1 million de dollars en 2016-2017, et il prévoyait en dépenser 2,9 millions de plus au cours des six premiers mois de 2017-2018, pour promouvoir sa réduction de 25 % sur les tarifs d'électricité. La vérificatrice générale a été tenue d'approuver toutes les annonces malgré ses préoccupations, dont des annonces radiophoniques qui ont coûté 1 million de dollars et qui ont été diffusées deux ou trois mois avant l'adoption de la loi autorisant la réduction des tarifs d'électricité à l'Assemblée législative.

- Le ministère de l'Éducation a proposé une campagne publicitaire télévisée de 1,9 million de dollars concernant la création d'un plus grand nombre de places dans les services de garde d'enfants agréés au cours des cinq prochaines années. Les annonces disaient ceci : [traduction] « au cours des cinq prochaines années, nous allons aider à doubler le nombre de places en services de garde agréés pour les enfants de la naissance à quatre ans ». Ces publicités pourraient être perçues comme un engagement politique à la lumière des élections prévues pour juin 2018.

-30-

Renseignements :
Bonnie Lysyk
Vérificatrice générale
(416) 327-1326

Le rapport est accessible à www.auditor.on.ca.

 @OntarioAuditor

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.